

Unité départementale de Rouen-Dieppe  
1, rue Dufay  
76100 Rouen

Rouen, le 06/12/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 08/11/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **OLATEIN**

Quai des Indes  
76200 Dieppe

Références : UDRD.2024.12.R.08  
Code AIOT : 0005800404

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/11/2024 dans l'établissement OLATEIN implanté Quai des Indes 76200 Dieppe. L'inspection a été annoncée le 11/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suite aux nombreux signalements relatifs aux odeurs et aux plaintes relatives au bruit, l'exploitant a organisé, à la demande de l'inspection, une réunion d'échange avec les riverains. Cette réunion a été réalisée en présence de 4 riverains, de l'inspection, d'un représentant d'Atmo Normandie et d'un représentant de la mairie de Dieppe (en qualité d'observateur).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- OLATEIN
- Quai des Indes 76200 Dieppe
- Code AIOT : 0005800404
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'unité de trituration presse à froid ou à chaud des graines végétales pour obtenir de l'huile et des tourteaux pour l'alimentation animale ou comme matière première à l'unité protéines.

L'unité protéines extrait la protéine des tourteaux pressés à froid grâce à un procédé breveté basé sur l'extraction aqueuse.

La station d'épuration traite les effluents du procédé d'extraction. Elle produit du biogaz à partir des composés organiques présents dans ses eaux résiduelles via son méthaniseur raccordé au réseau GRDF depuis mai 2024.

### **Contexte de l'inspection :**

- Plainte

### **Thèmes de l'inspection :**

- Bruits et vibrations
- Odeur

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire                         | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|-------------------|---|--|-----------------------|
| 1  | Odeurs            | Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 3.1.3 | Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription   | 12 mois               |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire                        | Autre information |
|----|-------------------|--|-------------------|
| 2  | Bruit             | AP de Mise en Demeure du 05/06/2023, article 1 | Sans objet        |

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La réunion d'échange a permis de faire un état des lieux des actions mises en place sur les sujets bruit (depuis 2023) et odeurs (depuis 2022) et de présenter les actions en cours et à venir sur ces deux sujets. La visite des installations a permis de constater les sources qui persistent à traiter, qu'il s'agisse du bruit ou des odeurs.

Il ressort des échanges que les riverains ont reconnu que des actions concrètes et des investissements avaient été réalisés mais que des nuisances perdurent. Les riverains attendent des résultats concrets et à court terme.

A ce stade, l'inspection conclut :

- sur le sujet des odeurs : malgré les actions déjà mises en œuvre, des opérations périodiques de nettoyage et de vidange d'effluents qui génèrent toujours des odeurs doivent être réalisées différemment. Un projet d'arrêté de mise en demeure visant à encadrer les moyens et actions à mettre en œuvre est proposé à M. le préfet. Des modalités pour une meilleure communication de l'exploitant vis-à-vis des riverains ont été actées, en particulier lorsque des événements exceptionnels potentiellement impactants d'un point de vue olfactif sont prévus;
- sur le sujet du bruit : un arrêté d'astreinte administrative fixe une échéance au 15 janvier 2025.

- sur la communication : l'inspection considère que ce format de rencontre avec les différentes parties a été utile et salue le fait qu'une nouvelle réunion dans le même format sera organisée en février 2025 pour faire le point sur l'amélioration de la situation, tant sur le sujet des odeurs que sur celui du bruit.

Il convient enfin de préciser qu'un changement d'exploitant a été déclaré à l'inspection le 30 septembre 2024. L'autorisation ICPE jusqu'alors portée par la société PROLEIN est à présent portée par la société OLATEIN.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Odeurs

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 3.1.3  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Nuisances olfactives  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique ou de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L 511-1. En particulier, l'exploitant met en place les actions de réduction des émissions à la source nécessaires.</p> <p>L'exploitant met en oeuvre et réexamine régulièrement, dans le cadre du Système de Management Environnemental (SME), un plan de gestion des odeurs comprenant l'ensemble des éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Un protocole précisant les actions et le calendrier ;</li> <li>• Un protocole de surveillance des odeurs, éventuellement complété d'une mesure/estimation de l'exposition aux odeurs ou d'une estimation des effets des odeurs ;</li> <li>• Un protocole des mesures à prendre pour gérer des problèmes d'odeurs signalés (dans le cadre de plaintes, par exemple) ;</li> <li>• Un programme de prévention et de réduction des odeurs destiné à déterminer la ou les sources d'odeurs, à mesurer ou estimer l'exposition aux odeurs, à caractériser les contributions des sources et à mettre en oeuvre des mesures de prévention et/ou de réduction.</li> </ul> <p>[...]</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Un point a été fait sur les nuisances olfactives ressenties par les riverains et sur les actions menées par l'exploitant depuis 2022. Il a été rappelé :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• qu'il y a eu 184 signalements Atmo Normandie citant PROLEIN (OLATEIN) entre le 1er septembre 2023 et le 31 octobre 2024 (une grande majorité entre février et août 2024);</li> <li>• qu'en réponse à la dernière visite d'inspection, l'exploitant a présenté, en date du 26 juillet 2024, un nouveau plan d'action relatif au suivi et au traitement des odeurs qui restent générées par l'installation.</li> </ul> <p>L'exploitant a rappelé qu'il avait dans un premier temps traité les odeurs au niveau de la station d'épuration fortement impactantes au démarrage de l'usine en 2022. L'analyse plus approfondie de son procédé et des signalements de 2024 lui a permis d'identifier les sources restantes à traiter.</p>  |

L'exploitant a précisé qu'un laveur d'air a été installé depuis mi-octobre 2024 pour traiter l'air de l'évent de la cuve de stockage des boues des centrifugeuses et que son impact était positif sur les signalements qui ont été de 4 en octobre 2024.

En parallèle, des mesures ont été réalisées les 28 et 29 octobre 2024 par la société Osmanthe. Le rapport n'était pas finalisé le jour de la visite. L'exploitant a indiqué que les conclusions provisoires de ce rapport rejoignent ses constats, à savoir que ce sont les opérations de vidanges et de nettoyages qui sont principalement génératrices d'odeurs. L'exploitant s'est engagé lors de la réunion à :

- *ce que les opérations de nettoyage présentant des risques d'odeurs soient programmées durant la semaine (hors week-end et jours fériés) et regroupées autant que possible sur un créneau unique mensuel ;*
- *communiquer aux riverains les dates mensuelles prévues pour ces opérations.*

Lors de la visite sur le terrain, les riverains, l'inspection et le représentant d'Atmo Normandie ont perçu des odeurs au droit de la cuve de stockage des boues des centrifugeuses (située en extérieur) et du bâtiment de stockage de la pulpe de colza (magasin 3). Quelques odeurs très fugaces ont également été ressenties au niveau du bâtiment pressage, sans qu'il ne soit possible d'en déterminer la source. Cette visite a notamment permis aux riverains de faire le lien entre certaines odeurs constatées au droit de certains équipements sur le site et les odeurs ressenties chez eux. Au-delà des odeurs liées au process lui-même, les odeurs des produits de traitement mis en œuvre (au niveau de la cuve de stockage des boues des centrifugeuses et lors de l'ouverture du magasin 3) ont été perçues comme désagréables par les riverains.

Aucune odeur n'a été ressentie par l'inspection hors des limites du site le jour de la visite, aucune opération de nettoyage ou vidange n'était en cours.

Postérieurement à la visite, l'exploitant a communiqué le rapport du diagnostic en date du 26 novembre 2024 réalisé par la société Osmanthe. Ce rapport conclut notamment :

- que les perceptions olfactives à l'intérieur du site sont significativement plus faibles que lors des campagnes réalisées en 2022 et 2023 ;
- que les perceptions les plus importantes sur le site sont liées au nettoyage de la cuve de stockage des boues et au pompage de la cuve process trituration ;
- qu'en l'absence d'opérations de pompage et de nettoyage sur l'installation, l'environnement du site est « peu odorant » avec des perceptions relevées de faible intensité mais qui peuvent toutefois générer une gêne olfactive ("nuisance modérée") ;
- que les perceptions dans l'environnement lors des opérations de pompes et de nettoyages ont été nettement plus significatives et constituent un risque élevé de nuisances odorantes susceptibles d'être perçues jusqu'à une distance d'au minimum 250 m des limites de l'installation ;
- que les perceptions à l'extérieur du site ont été observées par « bouffées de fréquence intermédiaire » ;
- que ces notes odorantes, associées aux produits masquants ou neutralisants d'odeurs, peuvent également générer des odeurs à l'extérieur du site.

Le rapport préconise certaines mesures correctives relatives à l'adaptation du process et sa surveillance dont :

- à terme, ne plus utiliser le stockage tampon des boues des centrifugeuses ;
- réaliser un suivi olfactif régulier des opérations impactantes d'un point de vue olfactif, du site et de son environnement.

|   |
|---|
| <b>Commentaire n° 1 :</b> Si l'exploitant a régulièrement travaillé sur l'amélioration de ses procédés, son suivi des signalements et son organisation, les conclusions du diagnostic réalisé par la société Osmanthe montrent que des odeurs, liées aux opérations de vidange et nettoyage, persistent et sont à traiter. L'inspection des installations classées propose à monsieur le préfet de la Seine-Maritime de prendre un arrêté préfectoral de mise en demeure visant à encadrer les actions et moyens à mettre en œuvre pour suivre, objectiver et réduire les nuisances olfactives qui restent générées par l'installation. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription   |
| <b>Proposition de délais :</b> 12 mois  |

## N° 2 : Bruit

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 05/06/2023, article 1  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Nuisances acoustiques  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1) L'exploitant transmet avant le 30 juin 2023 le rapport de diagnostic complémentaire sur les sources identifiées.</li> <li>2) L'exploitant transmet avant le 31 juillet 2023 les commandes des éléments visant à réduire les nuisances sonores des installations sus-mentionnées : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Bruit ambiant généré par : <ul style="list-style-type: none"> <li>- aérations en toiture du bâtiment protéine ;</li> <li>- ventilation et de la sortie du gazomètre ;</li> <li>- ventilation de l'unité de désodorisation ;</li> <li>- Bruit à la tonalité marquée ;</li> <li>- Local d'aération biologique fonctionnant de façon intermittente (vibration tuyauterie).</li> </ul> </li> </ul> </li> <li>3) L'exploitant finalise la mise en œuvre des éléments visant à réduire les nuisances sonores susmentionnés avant le 1er octobre 2023.</li> <li>4) L'exploitant réalise un nouveau contrôle réglementaires des niveaux sonores émis par ses installations avant le 31 octobre 2023.</li> <li>5) L'exploitant démontre le respect des prescriptions des articles précités par la fourniture du rapport précité avant le 30 novembre 2023.</li> </ol> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant est sous couvert d'un arrêté préfectoral d'astreinte administrative dans lequel il est redevable d'une mise en conformité vis-à-vis de son arrêté préfectoral de mise en demeure du 5 juin 2023 (pris pour mise en conformité des prescriptions des articles 7.2.1.2 et 7.2.2 de son arrêté préfectoral d'autorisation du 23 juillet 2020). En mars 2023, 6 points en limite de propriété de l'installation et/ou en Zone à Émergence Réglementée (habitations) étaient non conformes, il reste 3 points non conformes d'après les mesures de mai 2024.</p> <p>La visite a permis de faire le point sur les nuisances acoustiques ressenties par les riverains, les bruits résiduels qu'il convient de traiter en lien avec la cartographie des bruits réalisée par l'exploitant et de les constater sur site.</p>  |

L'exploitant a présenté les points clés de son plan d'action (isolations acoustiques, remplacement du poste d'alimentation électrique et du poste GRDF notamment) et confirmé le bon avancement des travaux nécessaires pour une mise conformité en janvier 2025.

La visite sur le terrain a également permis aux riverains de faire le lien entre les bruits constatés chez eux et les bruits de certains équipements.

Les riverains ont souligné leurs attentes sur le respect des délais pour la mise en conformité sur le sujet du bruit.

**Commentaire n° 2** : Un récolement de l'arrêté préfectoral d'astreinte est prévu début 2025.

**Type de suites proposées** : Sans suite